

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2015

Volume XVI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

GUERRES TRANSFRONTALIÈRES ET CRISES DE L'ÉTAT

PAR

ALEXANDRA NOVOSSELOFF (*)

A une année 2013 empreinte de crises multiples (Kivus, Mali, Centrafrique, Soudan du Sud et toujours la Syrie) a succédé une année 2014 marquée par la transformation de ces crises en véritables guerres transfrontalières, conséquences directes de l'intervention occidentale en Iraq, puis en Libye, où les politiques menées n'ont fait qu'exacerber les lignes de fracture existantes. On a assisté à une accentuation de l'arc de crise allant du Sahel à l'Afghanistan, où des acteurs non étatiques ont peu à peu joué un rôle actif face à des Etats contraints de réagir à des menaces pour lesquelles ils restent mal préparés. On a assisté à un véritable dérèglement géopolitique, de l'importance prise par les acteurs non étatiques opérant avec des moyens d'action hybrides, mêlant méthodes mafieuses, moyens d'un Etat et un sens de la communication sans équivalent jusqu'à présent par ce genre d'acteurs (réseaux sociaux). Ces derniers sont d'ailleurs autant des acteurs transnationaux jouant avec les liens tribaux, ethniques et religieux en s'appuyant sur les disparités socio-politico-économiques préexistantes que des acteurs aidés par d'autres Etats dans des stratégies asymétriques. Il en résulte un monde confus, autant chaotique qu'interdépendant, où les puissances d'hier sont de plus en plus démunies face à des stratégies tous azimuts et à des liens transnationaux. Dans ce contexte, les « Printemps arabes » ont généré des changements durables autant qu'imprévisibles. En dehors du cas tunisien, les pays traversant une telle période de transformation n'ont pas pris les trajectoires espérées, toutes aussi différentes que chacun de ces pays.

Nous avons voulu cette année illustrer cette situation par deux cas très différents : l'Égypte et le Yémen qui illustrent les défis des Printemps arabes en termes de démocratisation des pays concernés, la non-préparation des partis politiques islamistes à exercer le pouvoir, la force des institutions étatiques, la difficulté des transitions des régimes autocratiques vers plus de démocratie, la volonté des populations locales de vivre avant en sécurité.

La politologue Sarah Ben Nefissa analyse ici les multiples aspects de la crise multidimensionnelle que vit l'Égypte depuis la révolution

(*) Chercheur associée au Centre Thucydide – Analyse et recherches en relations internationales de l'Université Panthéon-Assas (France).

du 25 janvier 2011. Alors que la Tunisie a choisi d'élire une assemblée constituante afin de fixer les règles du jeu politique, l'Égypte a adopté « un chemin contraire » : « *L'ancienne direction de l'armée à qui Moubarak a confié le pouvoir avant de démissionner, a choisi, en accord avec la direction des Frères musulmans, de procéder à l'élection des acteurs politiques avant de fixer les règles du jeu politique dans le cadre d'une constitution* ». La crise institutionnelle dans laquelle s'est enfoncée l'Égypte depuis la révolution est, selon Sarah Ben Nefissa, en grande partie liée à un tel choix. De plus, les recours engagés par les adversaires des Frères musulmans, qui ont utilisé les ressources juridictionnelles comme alternatives aux ressources politiques qu'ils n'avaient pas, ont perturbé la transition et provoqué la crise institutionnelle qui a conduit au coup d'État du 3 juillet 2012, lequel a démis le premier Président élu démocratiquement en juin 2012, Mohamed Morsi. Ainsi, « *les Égyptiens en sont aujourd'hui à leur septième consultation électorale et la huitième est attendue pour le premier trimestre 2015 avec le scrutin législatif en vue de former un nouveau Parlement. Cette 'boulimie électorale', loin de traduire une pacification de la lutte politique par les urnes, exprime plutôt les soubresauts d'une transition chaotique caractérisée par des ruptures brutales, de la violence et des 'échanges de coups' entre les acteurs pour accaparer le pouvoir ou le conserver* ». Transition chaotique qui a abouti à l'élection du maréchal Abdel Fattah al Sissi à la présidence du pays en mai 2014, les électeurs préférant la sécurité sur le plan interne et externe à la liberté : pour combien de temps encore ?

Au Yémen, une transition politique chaotique est également en cours : « *Après plusieurs mois de contestations populaires débutées en février 2011, le président Ali Abdallah Saleh a dû finalement renoncer au pouvoir en novembre 2011 à l'issue d'un accord de transition piloté par les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG) sous le leadership saoudien* ». Toutefois, le processus devant établir un projet de constitution, soumis ensuite à référendum populaire et suivi d'élections générales (présidentielle et parlementaire), a été sérieusement perturbé par la montée en puissance des rebelles houthistes, qui sont parvenus à prendre le contrôle du quart nord-ouest du pays et de la capitale au cours du mois de septembre 2014. Cette prise de contrôle par la minorité houthiste a réveillé d'autres forces à l'œuvre dans le pays : les djihadistes d'Al Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) et les forces séparatistes du Sud. De fait, « *le Yémen est ainsi plongé aujourd'hui dans une crise profonde, dont l'évolution et l'issue seront fonction du rapport de force entre un grand nombre d'acteurs, en lutte pour l'attribution d'une partie du pouvoir et dont les jeux d'alliance sont à la fois opaques et fluctuants* ».